



Résumé exécutif

Relance de l'Enseignement et Formation Professionnelle et Technique pour l'Emploi (RESET)

Guinée Bissau

GNB180011T

Auteurs:

Jean-Sébastien CANALS

Moisés Lopes

COTA asbl

Date du rapport de la revue: Décembre 2022

1 Présentation de l'évaluation

Les enjeux et objectifs de la revue

L'objectif de cette revue à finale du projet RESET est d'analyser en profondeur l'intervention et apporter des réponses aux questions « comment » et « pourquoi » afin de pouvoir apprécier la valeur des résultats atteints ainsi que de l'ensemble du processus de mise en œuvre. Cette revue a donc pour fonction d'appuyer le pilotage, de contribuer à l'apprentissage et de contribuer à la redevabilité envers le bailleur, les partenaires ainsi que les différents acteurs impliqués dans l'action. Les enjeux de cette revue sont de plusieurs natures outre son analyse au regard des 5 critères classiquement utilisés que sont : **pertinence – efficacité – efficience – impact – durabilité**, qui permettront de faire le point de la situation par le biais de regards externes. On retiendra comme **enjeux**:

- i) **aider l'équipe programme** à éventuellement, infléchir une stratégie, une démarche, des modalités opérationnelles, afin **d'améliorer ses performances et celles du projet** et de ceux à venir ;
- ii) appuyer la **réflexion sur les choix stratégiques** qui sont à faire dans le cadre de la préparation du **nouveau projet (solicitation de la DUE)** ;
- iii) d'appuyer le **pilotage**. Sur la base d'analyses, proposer des recommandations utiles et fondées sur des données et des évidences scientifiques. Soutenir ainsi la prise de décision stratégique et opérationnelle, et en conséquence, le pilotage de l'intervention ;
- iv) Contribuer à **l'apprentissage** par l'analyse des processus développés (identifier les succès, les goulots d'étranglements et leurs causes) et tirer les leçons utiles pour le futur ;
- v) Fournir une appréciation externe des résultats atteints pour une meilleure **redevabilité des acteurs**.

Contexte de mise en œuvre de la revue

En préparation de la mission terrain, les experts ont bénéficié d'un accès à la bibliographie du projet, des échanges avec la manager du projet en Guinée-Bissau Mme Agnès AMMEUX et du responsable du suivi-évaluation du projet M. Sandro Miguel TAVARES MENDES MOREIRA, d'un briefing en distanciel avec la portfolio manager de Dakar, la direction du projet et plusieurs cadres de celui-ci (25 octobre 2022). La mission en Guinée-Bissau s'est déroulée du 07 au 18 novembre 2022. Aucun évènement majeur n'a impacté son bon déroulement. La mission a été à son optimum temporel avec un programme très complet et des journées continues de 8h00 à 20h00.

Toutes les parties prenantes ont pu être rencontrées et interviewées à l'exception de Mme la Ministre de l'Education récemment nommée et non disponible.

La mission a fait l'objet d'un premier débriefing à la manager et au responsable du S/E du projet le 14 novembre 2022 (11h30 à 14h00), puis en séance plénière le 18 novembre 2022 (08h30 – 12h00) (23 participants) et d'un débriefing spécifique à l'équipe du projet le même jour (14h30 – 16h30) auquel était prévu la Rep Res de Enabel Dakar et la portfolio manager de Dakar qui n'ont pu se rendre disponibles.

Méthodologie, méthodes utilisées pour la collecte des données

Une première phase d'analyse des documents transmis par Enabel-Bruxelles et par le projet RESET, qui a permis l'élaboration d'une grille d'analyse et de proposer une note de démarrage (en [annexe 2](#)). La seconde phase en Guinée-Bissau avec:

- i) l'analyse des différents volets du projet à travers des séances de travail avec les cadres de celui-ci, les entretiens (individuels) dont le responsable du projet – à noter que chaque expert sectoriel du projet a accompagné (à la demande de la mission) celle-ci en fonction de sa spécificité dans les réunions tant à Bissau que sur le terrain ;
- ii) des entretiens avec les *acteurs institutionnels* (INAFOR, AGEFP, ancien Ministre du MFPRAT, Chef de cabinet du MAPTESS, responsable de CNJ, Inspecteur Général de l'Éducation) ;
- iii) des entretiens avec les *acteurs du secteur privé* en lien direct avec le secteur de la formation professionnelle (PAC, AIGB, Arrey Africa, ...) ;
- iv) des visites et entretiens avec les 4 *centres de formation professionnelle* partenaires du projet (CENFI, CIFAP, EVB, EAO),
- v) Entretiens avec les 4 *ONGs partenaires* qui ont été attributaires de C-Sub (ADPP, ENGIM, ESSOR, GRDR),
- vi) Entretiens avec *des structures qui ont bénéficiés d'appuis spécifiques* du projet directement ou indirectement (COAJQ, AMAE, IRMEC, APIRCA, Coop Mers Bojan, ONENORAL, ...)
- vii) Entretiens avec *des projets* qui ont ou auront un lien avec RESET (PAIJF, BID, SOS Enfance, ...)
- viii) *focus group* avec des acteurs directement concernés par l'insertion de jeunes en micro-entreprise : les *incubateurs* (Innolab, Sumialab, Cidie-GB et ENGIM) ;
- ix) Des entretiens avec plusieurs *PTF* directement impliqués dans le FIP (Union Européenne, PNUD, BID).

2 Résultats et conclusions

2.1 Critères de performance

Les principaux constats et conclusions dressés à propos des questions d'évaluation.

Pour ce qui concerne l'évaluation générique, les principaux résultats de celle-ci sont présentés dans la grille de notation ci-dessous.

<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="text-align: center;">PERTINENCE :</td> <td style="text-align: center;">B</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">l'intervention répond-elle au problème ?</td> <td style="background-color: yellow;"></td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">Réponse aux problèmes, besoins et priorités des bénéficiaires et d'autres parties prenantes</td> <td style="background-color: #90EE90; text-align: center;">B +</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">Qualité du design</td> <td style="background-color: yellow; text-align: center;">B -</td> </tr> <tr> <td style="padding: 2px;">Pertinence dans le temps</td> <td style="background-color: yellow; text-align: center;">B</td> </tr> </table>	PERTINENCE :	B	l'intervention répond-elle au problème ?		Réponse aux problèmes, besoins et priorités des bénéficiaires et d'autres parties prenantes	B +	Qualité du design	B -	Pertinence dans le temps	B	<p><u>L'intervention est pertinente.</u> Elle est en phase avec une politique globale du pays d'amélioration de la formation et de l'employabilité des jeunes, mais qui connaît des difficultés de mise en œuvre de par la double tutelle ministérielle de l'EFTP. La création, d'un groupe de réflexion multi intervenants pour animer et coordonner les différentes actions dans le secteur contribue grandement à améliorer les synergies et la définition d'une ligne directrice. Un design dans l'absolu excellent, mais qui n'a pas suffisamment pris en compte les réalités du pays et du secteur en minimisant les risques rendant de fait son opérationnalisation complexe. Un projet qui a du s'adapter en permanence, qui a redéfini ses priorités, qui a découvert ses partenaires et les difficultés à travailler avec eux, mais qui a su conserver un cap qui maintenant est bien établi, même s'il reste encore des écueils à éviter. La voie est tracée, balisée et il reste 20 mois d'action qui seront décisifs pour préparer la seconde phase du projet déjà planifiée par le bailleur (UE) avec un budget très conséquent.</p>
PERTINENCE :	B										
l'intervention répond-elle au problème ?											
Réponse aux problèmes, besoins et priorités des bénéficiaires et d'autres parties prenantes	B +										
Qualité du design	B -										
Pertinence dans le temps	B										

COHERENCE : l'intervention s'accorde-t-elle avec les autres interventions menées ?	B	<p>Le projet RESET est en cohérence avec la ligne directrice de la politique nationale et s'y inscrit. C'est d'ailleurs la seule intervention qui a cette démarche. C'est par ailleurs, la seule et la première intervention d'Enabel dans ce pays lusophone avec un Etat « fragile ». Une opportunité qui s'ouvre pour Enabel de se développer sur un nouvel espace linguistique et dans un pays extrêmement fragile, de valoriser un savoir-faire acquis dans d'autres pays et qui pourrait faire l'objet d'un ancrage dans d'autres pays des PALOP tel que le Mozambique ou l'Angola. Le projet contribue depuis son démarrage à l'animation d'un groupe de travail sur la Formation Technique et Professionnelle dont l'un des objectifs est de concourir à l'harmonisation et la cohérence entre les interventions avec : les 2 ministères de tutelles, les CFP et ONGs, plusieurs PTF.</p>
Cohérence avec autres interventions Enabel	B	
Cohérence avec les interventions/politiques d'autres acteurs belges	n.d.	
Cohérence avec autres PTF	B	

Pour la cohérence, voir ma remarque au point 4.2. Je ne l'évaluerais pas selon les informations disponibles.

EFFICIENCE : Mesure dans laquelle l'intervention produit, ou est susceptible de produire, des résultats de façon économique et dans les temps (CAD-OCDE)	C +	<p>Les réalités du contexte du projet l'ont considérablement impacté sur son opérationnalisation, notamment sur les OS 2 & 3. Les ONGs partenaires qui ont bénéficié de C-Sub auraient du être approchées il y a un an (en début 2021) et leurs actions débuter concrètement début 2022. Les objectifs chiffrés (qui sont importants) seront peut-être atteints, mais la qualité risque fort de ne pas être celle escomptée. Le projet dispose, mais un peu tardivement en partie du au contexte, de bonnes bases préparatoires (études, diagnostic, missions techniques, ...), d'une équipe enfin complète et stabilisée et d'une administration fonctionnelle. Une grande partie de la réussite va reposer sur le coaching des ONGs attributaires des C-Sub qui initient timidement les actions et sur la valorisation de tous les acquis qui seront produits. Il faut être attentif à ce que les modalités administratives et financières de mise en œuvre d'Enabel, qui peuvent être longues, ne viennent pas interférer avec l'implémentation de l'opérationnel sous peine de réduire tous les efforts qui seront engagés par l'équipe et ses partenaires pour la mise en œuvre de cette subvention de l'UE. Ce bailleur pourrait largement contribuer à améliorer l'efficacité du projet en s'investissant beaucoup plus dans le débat stratégique avec le gouvernement en incitant celui-ci à clarifier sa position et son investissement d'autant qu'il est prévu une nouvelle phase de financement. Il existe <u>de bonnes possibilités pour améliorer l'efficacité, mais qui sont conditionnées à la réussite des actions des partenaires et leur coaching par l'équipe projet.</u></p>
Les inputs ont-ils été gérés en tenant raisonnablement compte de l'efficacité économique ?	C +	
Qualité et atteinte des outputs dans les temps	C +	
Dans quelle mesure la contribution du partenaire s'effectue-t-elle correctement ?	B -	
Efficacité des modalités d'exécution ?	C	

<table border="1"> <tr> <td data-bbox="209 203 619 286">EFFICACITÉ À CE JOUR : l'intervention atteint-elle ou va attendre ses objectifs ?</td> <td data-bbox="619 203 708 286">B -</td> </tr> <tr> <td data-bbox="209 300 520 456">Dans quelle mesure sur l'intervention a-t-elle mis en place une GAR (y compris une ToC) et dans quelle mesure en fait-elle une bonne application ?</td> <td data-bbox="520 300 619 456">C +</td> </tr> <tr> <td data-bbox="209 470 497 600">Dans quelle mesure les outcomes intermédiaires ont été ou vont être atteints et dans quelle mesure contribuent-ils à l'outcome ?</td> <td data-bbox="520 470 619 600">B -</td> </tr> <tr> <td data-bbox="209 613 491 696">Au stade actuel de la mise en œuvre, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?</td> <td data-bbox="520 613 619 696">B -</td> </tr> </table>	EFFICACITÉ À CE JOUR : l'intervention atteint-elle ou va attendre ses objectifs ?	B -	Dans quelle mesure sur l'intervention a-t-elle mis en place une GAR (y compris une ToC) et dans quelle mesure en fait-elle une bonne application ?	C +	Dans quelle mesure les outcomes intermédiaires ont été ou vont être atteints et dans quelle mesure contribuent-ils à l'outcome ?	B -	Au stade actuel de la mise en œuvre, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?	B -	<p>Le projet a mis en place les différents outils de Gestion Axée sur les Résultats dans le cadre de son système de monitoring global. Il sera cependant important de bien définir et/ou utiliser des indicateurs fins (définis ou à définir) adaptés à chaque C-Sub afin de pouvoir piloter au mieux celles-ci dans le cadre d'un tableau de bord qui regroupe les 4 C-Sub et dont le projet doit assumer le leadership, la coordination. Pour améliorer l'efficacité, il a été significatif lors des entretiens avec la DUE qu'il était plus bénéfique et impactant d'avoir des résultats de qualité mais en nombre moins important que ce qui avait été programmé plutôt que l'inverse. Le projet a subi de plein fouet les aléas du contexte et a pris du retard. Le coaching de proximité des 4 ONG attributaires des C-Sub, sera décisif. Une période charnière attend le projet qui va nécessiter un lourd investissement de l'équipe car il reste beaucoup à faire en très / trop peu de temps. Pour gagner en efficacité, il faut se concentrer dans le temps restant sur la qualité et la valorisation des expériences engagées et ne pas se focaliser sur la quantité au risque de répondre à la demande quantitative, mais avec peu de fondement qualitatif ce qui entraînerait une dévalorisation de ce que peut et doit être l'EFTP. <u>Le projet et son équipe ont des marges de manœuvre conséquentes pour améliorer son efficacité d'autant que maintenant tout est en place pour y concourir.</u></p>
EFFICACITÉ À CE JOUR : l'intervention atteint-elle ou va attendre ses objectifs ?	B -								
Dans quelle mesure sur l'intervention a-t-elle mis en place une GAR (y compris une ToC) et dans quelle mesure en fait-elle une bonne application ?	C +								
Dans quelle mesure les outcomes intermédiaires ont été ou vont être atteints et dans quelle mesure contribuent-ils à l'outcome ?	B -								
Au stade actuel de la mise en œuvre, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?	B -								
<table border="1"> <tr> <td data-bbox="209 1142 619 1196">IMPACT : quelle différence l'intervention fait-elle ?</td> <td data-bbox="619 1142 708 1196">B -</td> </tr> <tr> <td data-bbox="209 1209 520 1292">Quelles sont les perspectives directes de l'intervention au niveau de l'impact ?</td> <td data-bbox="520 1209 619 1292">B -</td> </tr> <tr> <td data-bbox="209 1305 512 1435">L'intervention a-t-elle ou aura-t-elle des effets positifs ou négatifs inattendus pour les bénéficiaires ciblés ou des individus ou des groupes non ciblés ?</td> <td data-bbox="520 1305 619 1435">C +</td> </tr> </table>	IMPACT : quelle différence l'intervention fait-elle ?	B -	Quelles sont les perspectives directes de l'intervention au niveau de l'impact ?	B -	L'intervention a-t-elle ou aura-t-elle des effets positifs ou négatifs inattendus pour les bénéficiaires ciblés ou des individus ou des groupes non ciblés ?	C +	<p>Au niveau de : i) OS1 : sur le pilier institutionnel, le projet commence à être connu, reconnu et apprécié pour les actions qui ont été développées, avec de très bons appuis externes et la bonne maîtrise des acteurs nationaux par l'expert sectoriel du projet, notamment dans l'ébauche de la politique et stratégie dédié à l'EFTP, ii) OS2 : les formations en pédagogie et gestion des CFP ont apporté un plus significatif mais ces appuis devront être consolidés lors de la mise en œuvre des C-Sub et iii) OS3 : il reste encore beaucoup à faire. Toutefois, le projet a débuté en régie plusieurs actions concrètes avec des partenaires locaux (Périmètres horticoles, poulaillers, Apicultures) qui pour partie seront reprises dans le cadre des C-Sub par les ONGs partenaires. L'analyse met en exergue le fait que l'impact dépendra fort des dynamiques engagées au niveau de chaque OS au cours de l'année 2023, mais il est indéniable que les objectifs sont trop ambitieux si l'on veut de la qualité. <u>Si l'on veut avoir un bon impact, il faut se concentrer sur quelques points où l'on sait pouvoir apporter un plus.</u> Sur les formations il est nécessaire de s'investir dans la réactualisation des programmes (compétences à acquérir par les élèves), du contenu et de la pédagogie employée en mettant le focus sur la relation théorie-pratique et surtout, il faut valoriser à l'optimum toutes les expériences innovantes au</p>		
IMPACT : quelle différence l'intervention fait-elle ?	B -								
Quelles sont les perspectives directes de l'intervention au niveau de l'impact ?	B -								
L'intervention a-t-elle ou aura-t-elle des effets positifs ou négatifs inattendus pour les bénéficiaires ciblés ou des individus ou des groupes non ciblés ?	C +								

	travers des réseaux existants et en mobilisant les ressources disponibles localement.												
<table border="1"> <tr> <td>DURABILITÉ : les bénéfices sont-ils durables ?</td> <td>C</td> </tr> <tr> <td>Viabilité financière / économique ?</td> <td>C +</td> </tr> <tr> <td>Les exigences d'appropriation locale sont-elles satisfaites et continueront-elles de l'être après la fin de l'intervention ?</td> <td>C +</td> </tr> <tr> <td>Dans quelle mesure les politiques appuient-elles durablement l'intervention ?</td> <td>C -</td> </tr> <tr> <td>La gouvernance appuie-t-elle la durabilité potentielle des bénéfices et des outcomes ?</td> <td>C</td> </tr> <tr> <td>Dans quelle mesure les conditions devant permettre au renforcement des capacités de contribuer à des résultats de développement durables sont-elles remplies ?</td> <td>C</td> </tr> </table>	DURABILITÉ : les bénéfices sont-ils durables ?	C	Viabilité financière / économique ?	C +	Les exigences d'appropriation locale sont-elles satisfaites et continueront-elles de l'être après la fin de l'intervention ?	C +	Dans quelle mesure les politiques appuient-elles durablement l'intervention ?	C -	La gouvernance appuie-t-elle la durabilité potentielle des bénéfices et des outcomes ?	C	Dans quelle mesure les conditions devant permettre au renforcement des capacités de contribuer à des résultats de développement durables sont-elles remplies ?	C	<p>Au niveau de : i) l'appropriation par les autorités nationales des actions initiées par le projet, on note une bonne adhésion des cadres techniques à la démarche et aux résultats à atteindre. Cependant on est dans la sphère du technico-politique et les techniciens sont à même d'être révoqués en fonction des changements ministériels qui sont très fréquents. On manque de stabilité dans le temps pour provoquer les changements qui pourtant sont nécessaires. ii) l'implication des partenaires d'intervention terrain, dans les décisions relatives aux bénéfices de l'action, a été trop limitée à ce jour et pourtant ils connaissent bien la thématique et les acteurs. Le projet doit prendre le lead sur l'action et pour se faire, doit être très inclusif et permettre leur implication, coordination, harmonisation pour des actions de qualité tant au niveau des CFP que de l'insertion des formés sur le marché du travail. Il faut revisiter la posture du projet, se concentrer sur certains acteurs phares, éviter la dispersion et introduire là où c'est possible des contrats de changements et surtout de l'innovation pour préparer l'avenir. Si l'on veut inscrire la durabilité des bénéfices de l'action dans le processus, il faut redéfinir clairement entre bailleurs puis avec le gouvernement les priorités sur l'EFTP et les règles du jeu. Le projet peut et doit y contribuer, mais ce n'est pas son rôle de porter ce challenge. Il existe là une énorme marge de manœuvre et nous ne doutons pas qu'à échéance de 12 mois le score actuellement attribué évoluera très positivement.</p>
DURABILITÉ : les bénéfices sont-ils durables ?	C												
Viabilité financière / économique ?	C +												
Les exigences d'appropriation locale sont-elles satisfaites et continueront-elles de l'être après la fin de l'intervention ?	C +												
Dans quelle mesure les politiques appuient-elles durablement l'intervention ?	C -												
La gouvernance appuie-t-elle la durabilité potentielle des bénéfices et des outcomes ?	C												
Dans quelle mesure les conditions devant permettre au renforcement des capacités de contribuer à des résultats de développement durables sont-elles remplies ?	C												

3 Recommandations

Recommandations

La seconde période du projet doit absolument se focaliser sur le déroulement d'actions concrètes pour marquer significativement le paysage. Il ne reste que 20 mois d'intervention avant sa clôture avec des résultats à atteindre importants et ambitieux. Il faudra être très attentifs non seulement à la quantité, mais aussi et surtout à la qualité des résultats.

Pour clôturer dans les meilleures conditions possibles les actions engagées dans le cadre du projet RESET, il semble essentiel de :

➤ **Sur l'OS1**

Poursuivre et intensifier les activités liées à l'élaboration de la politique nationale et surtout à sa déclinaison en actions concrètes à mettre en œuvre.

Continuer malgré les aléas et difficultés rencontrés à avoir une démarche très inclusive (Public / Privé). L'appui d'une expertise internationale sur cet axe sera primordial.

Faire un choix raisonné sur deux axes d'intervention : i) évaluation et certification et ii) promotion et diffusion de l'EFTP. Inciter l'UE à s'inscrire dans le débat avec le gouvernement sera décisif car l'on ne peut demander à un projet, qui n'en a pas la légitimité, de faire seul ce travail.

➤ **Sur l'OS 2 & 3 (formation et insertion) 4 acteurs (ONGs) sont les opérateurs de mise en œuvre**

Le projet doit assumer et assurer le « lead » de la coordination des actions à mettre en œuvre, dans le respect des spécificités de chaque acteur. Très rapidement il faut que soit mis en place un espace de travail et des outils ad hoc (en ligne) pour bien définir : qui fait quoi, comment, quand et où, au-delà d'un simple suivi d'indicateurs. Par ailleurs les 2 experts sectoriels (OS 2 et 3) vont devoir passer au minimum 50 % de leur temps sur le terrain.

➤ **Sur l'OS 2 CFP / formation**

Poursuivre et renforcer les actions de professionnalisation des centres de formation. Leur faire acquérir une « certaine » autonomie et pour ce faire, co-produire avec chaque CFP un business plan qui leur permettra d'avoir des paramètres de coûts et ainsi améliorer leur performance et indépendance. Analyser et revisiter tous les cursus dédiés et surtout les modules de formation en termes de contenu innovant, de pédagogie, de lien entre théorie et pratique (rendre les formations attractives tant pour les enseignants que pour les apprenants). Accompagner les enseignants dans l'applicabilité de ces modules tant théorique que pratique et y apporter les ajustements nécessaires afin d'obtenir un produit de qualité adapté au contexte local.

➤ **Sur OS3 l'insertion des formés**

Certains centres ont déjà développé des UFE avec une bonne expertise, d'autres vont créer cette fonction qui est importante et doit être pérennisée. Il est essentiel d'avoir de la synergie entre les actions pour rendre l'outil le plus performant possible. De même au niveau des incubateurs accompagnés (2) provoquer de la complémentarité, mais aussi de la synergie avec les autres incubateurs existants dans le pays avec constitution d'un réseau de renforcement mutuel des savoirs et des compétences. Enfin un suivi des « micro-entrepreneurs » accompagnés doit être instauré afin de bien documenter les succès et les échecs en vue de produire du savoir, de la connaissance diffusable sous différentes formes.

➤ **Pour Enabel**

D'un point de vue opérationnel :

- Cette période du projet est primordiale et doit être entièrement dédiée à l'action. Pour se faire trouver les voies et moyens d'assouplir les procédures administratives et financières afin qu'elles ne viennent pas entraver l'action. Les 4 ONGs qui bénéficient de C-Sub, n'ont jamais mis en œuvre de tels outils. Une formation ad hoc, regroupant les personnes concernées dans chaque ONG permettrait de fluidifier les relations entre Enabel et ses 4 partenaires.
- Redéfinir, au sein de l'équipe-projet, (experts sectoriels et IM) les objectifs à atteindre avec des chronogrammes précis jusqu'à la fin du projet.

D'un point de vue stratégique :

- Profiter de cette seconde étape pour améliorer la visibilité et le positionnement d'Enabel tant au niveau institutionnel qu'au niveau de la communication afin de contribuer à opérer des changements sociaux grâce à des changements de comportement (p.e. le regard porté sur la EFTP), à la diffusion de politiques publiques ou encore la remontée de connaissances du terrain.

- Valoriser toutes les expériences sectorielles des autres pays d'intervention d'Enabel qui pourraient apporter de la technicité et de l'innovation au projet.

La mission est par ailleurs très favorable, au regard des actions à réaliser et du temps encore disponible, à ce que soit mise en réflexion la possibilité de solliciter un second avenant temporel sans incidence financière de 6 mois. Par ailleurs ce temps complémentaire permettrait de ne pas avoir de rupture entre la 1^{ière} et 2^{ième} phase de l'intervention de l'UE.

➤ **Pour l'Union Européenne**

L'UE doit plus et mieux s'investir en soutien à Enabel et au projet RESET dans le dialogue institutionnel sur le secteur de l'EFTP avec les autorités nationales. Une deuxième phase de projet est prévue/programmée avec un montant très conséquent. Elle devrait être construite sur

- i) le renforcement des actions actuellement engagées par RESET (sur les trois piliers) et
- ii) un changement d'échelle raisonné en lien avec les réalités locales et la capacité d'absorption du marché qui est une énorme contrainte. En toile de fond, il est important d'avoir une réflexion sur la formation comme outil d'insertion économique. Il ne sert à rien de former pour former sans marché de proximité et là se pose la question primordiale du développement du secteur privé et de la nécessaire évolution du climat des affaires qui n'est pas favorable à l'investissement.